



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 10 – 11 mars 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le Gouvernement britannique utilise le levier énergétique pour faire pression sur la Russie et annonce l'adoption prochaine d'une stratégie d'approvisionnement énergétique

Climat & Energie

- Le gouvernement pourrait étudier la fin du moratoire sur l'exploitation de gaz de schiste au Royaume-Uni
- Le groupe de députés du *Conservative Environment Network* appelle le Gouvernement à saisir « l'immense opportunité » présentée par les parcs éoliens flottants
- Deux rapports parlementaires suggèrent que le Royaume-Uni n'atteindra probablement pas son objectif de neutralité carbone d'ici 2050

Environnement

- Les agriculteurs se préparent à de nouvelles hausses de leurs coûts de production

Industrie

- Les producteurs automobiles britanniques font face à des difficultés d'approvisionnement en métaux
- Le Premier ministre présente un investissement sur trente ans pour développer l'industrie de la construction navale en régions
- Une loi pourrait contraindre les constructeurs britanniques à financer la rénovation des bâtiments construits avec des revêtements inflammables (*cladding*)

Transport

- Le RU prend de nouvelles sanctions envers la Russie dans le domaine aérien
- Les ports britanniques demandent davantage d'accompagnement pour appliquer les sanctions contre les navires russes ou soupçonnés de liens avec la Russie

Fait marquant

Le Gouvernement britannique utilise le levier énergétique pour faire pression sur la Russie et annonce l'adoption prochaine d'une stratégie d'approvisionnement énergétique

En réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et pour renforcer l'indépendance énergétique du RU, Boris Johnson a annoncé qu'il dévoilerait dans les prochains jours une nouvelle « [stratégie d'approvisionnement énergétique](#) ». Selon le ministre du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy (BEIS)*, Kwasi Kwarteng, celle-ci, prévoira le développement de substituts viables aux approvisionnements en hydrocarbures russes. Le développement des énergies renouvelables (éolien terrestre notamment), bas carbone (nucléaire via notamment l'accélération des processus d'approbation des [petits réacteurs modulaires \(PRM\)](#) fabriqués par Rolls-Royce) et [l'exploitation de gaz et de pétrole](#) dans de nouvelles zones en mer du Nord pourraient constituer les trois piliers de cette nouvelle stratégie. Six nouveaux projets de puits en instance d'approbation, devraient par ailleurs être autorisés par l'*Oil and Gas Authority (OGA)* en 2022.

[Kwasi Kwarteng](#) a également annoncé [l'arrêt des importations](#) de pétrole brut et de produits pétroliers russes d'ici à la fin de l'année pour « donner au marché, aux entreprises et à la chaîne d'approvisionnement assez de temps pour remplacer les importations russes, qui représentent 8 % de la demande britannique ». [Boris Johnson](#) a néanmoins écarté un abandon trop rapide du gaz russe, privilégiant une transition progressive « pas à pas ». La question de la réouverture des puits de gaz de schiste abandonnée en 2019 a de nouveau été évoquée par le Gouvernement à la suite d'appels d'une partie des députés conservateurs (cf. brève *infra*).

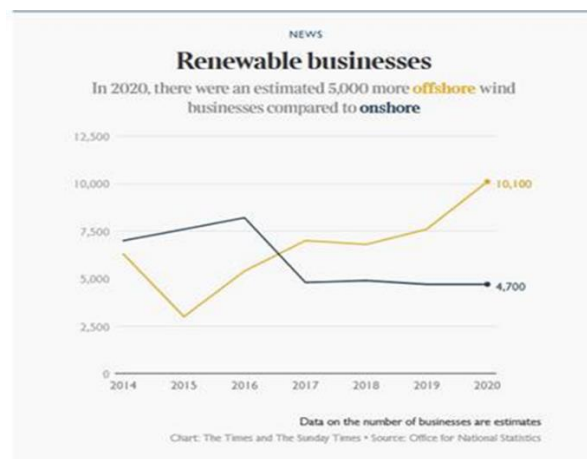
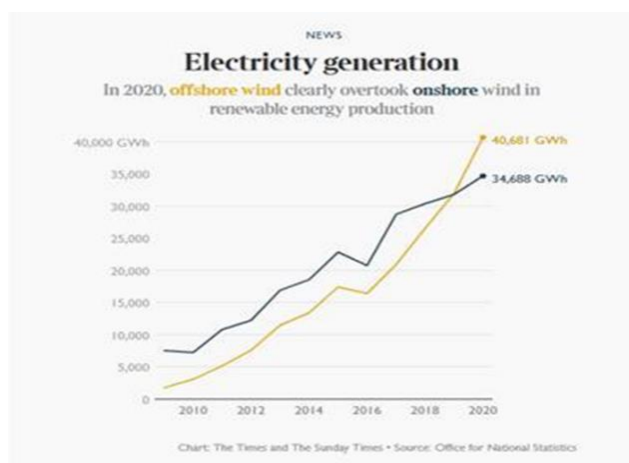
Le chiffre de la semaine

8

Les ménages britanniques jettent 6,6 millions de [tonnes de déchets alimentaires](#) ménagers chaque année, ce qui correspond à huit repas par semaine en moyenne, selon le programme d'action pour le développement durable *Waste and Resources Action Program (WRAP)*.

Le graphique de la semaine





En 2020, près du quart de l'électricité a été produite de source éolienne, l'éolien terrestre représentant 11 % et l'éolien maritime, qui se développe plus rapidement, 13 %. Alors qu'en 2014, approximativement le même nombre d'entreprises opérait dans les deux secteurs, en 2020, l'éolien maritime comptait 5 000 entreprises de plus que l'éolien terrestre. Selon l'*Energy and Climate Intelligence Unit (ECIU)*, cette tendance s'explique par les restrictions imposées au secteur de l'éolien terrestre pendant le mandat de David Cameron (2010-2016) écartant les nouveaux projets de tout soutien public et les conditionnant à l'aval des autorités locales. Revenir sur ces restrictions constituerait, selon l'*ECIU*, un moyen aisé de stabiliser les montants des factures énergétiques et de réduire l'impact de la hausse des prix du gaz sur le Royaume-Uni. En effet, l'éolien terrestre se démarque de l'éolien *offshore* par sa vitesse de construction et de raccordement aux réseaux.

Climat & Energie

Flash – [L'Université d'Exeter](#) annonce un plan ambitieux pour atteindre un objectif de zéro émission nette carbone dès 2030.

Flash – Les conséquences de la faillite de [Bulb Energy](#) pourraient nécessiter des dépenses supplémentaires aux 1,7 Md£ provisionnés par le gouvernement britannique.

Le gouvernement pourrait étudier la fin du moratoire sur l'exploitation de gaz de schiste au Royaume-Uni

Le Premier ministre a demandé à son cabinet d'évaluer l'apport de l'utilisation de la fracturation hydraulique au Royaume-Uni, dans le but de diversifier l'approvisionnement énergétique du pays, selon [The Telegraph](#). Cette annonce survient en amont de la publication de la nouvelle « stratégie d'approvisionnement énergétique » britannique. Près de [40 députés conservateurs](#) appellent à la fin du moratoire adopté en 2020, notamment l'ancien ministre Lord Frost, qui estime qu'elle constituerait « un premier pas sensé du gouvernement » dans le contexte d'inquiétudes liées aux effets de la crise sur les coûts de l'énergie. Cependant, le ministre britannique du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy (BEIS)*, [Kwasi Kwarteng](#), opposé à ce stade à cette

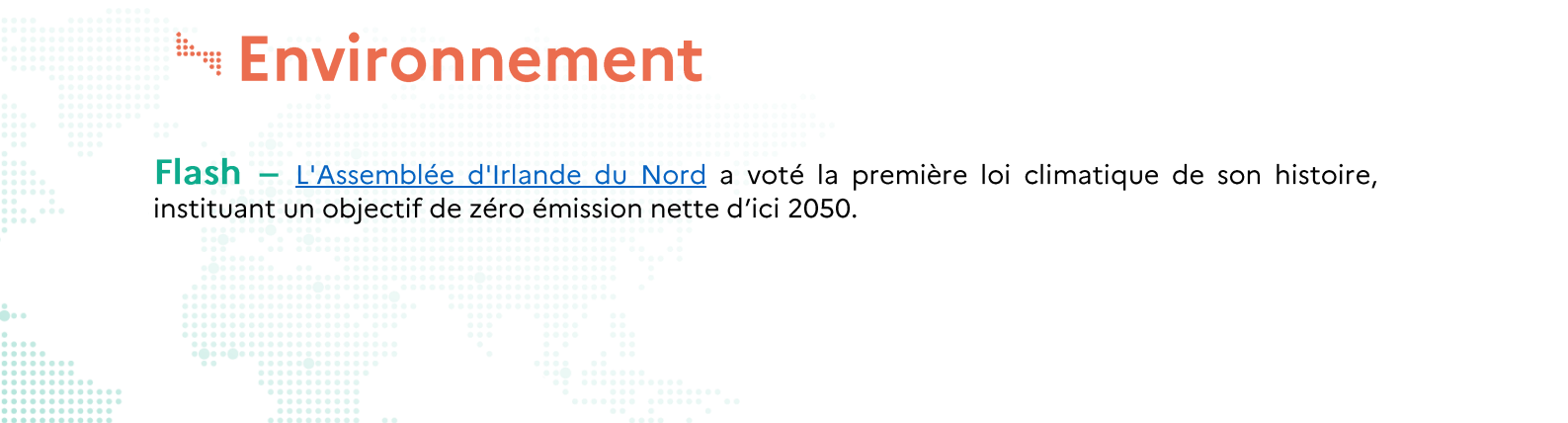
technologie, a nié à plusieurs reprises que le gouvernement changerait sa position en la matière, indiquant que l'exploitation de gaz de schiste ne pourrait être relancée que si elle respectait certains critères de sécurité et était compatible avec les engagements bas carbone du RU. Il a également souligné que la fracturation hydraulique ne ferait aucune différence sur les prix du gaz et qu'il faudrait jusqu'à une décennie pour extraire des volumes compensant les importations de gaz russe.

Le groupe de députés du *Conservative Environment Network* appelle le Gouvernement à saisir « l'immense opportunité » présentée par les parcs éoliens flottants

Un [groupe de députés](#) appartenant au *Conservative Environment Network* a exhorté le ministre britannique du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy (BEIS)*, Kwasi Kwarteng, à rehausser son objectif de parcs éoliens maritimes flottants, pouvant être construits en eaux profondes. La lettre du *Conservative Environment Network* souligne que malgré la promesse du gouvernement de quadrupler sa capacité éolienne maritime à 40 GW d'ici 2030, seulement 1 GW est destiné aux nouvelles éoliennes flottantes. Or, le groupe pointe le peu d'ambition de cet objectif qui, selon lui, devrait être porté à 15 GW d'ici 2035 afin de donner aux investisseurs la confiance nécessaire pour développer cette technologie à grande échelle. Le groupe fait également valoir que les parcs éoliens flottants aideraient le gouvernement à atteindre ses objectifs de diversification du mix énergétique domestique et de protection des ménages britanniques contre des marchés gaziers internationaux très volatils.

Deux rapports parlementaires suggèrent que le Royaume-Uni n'atteindra probablement pas son objectif de neutralité carbone d'ici 2050

La commission *Industry and Regulators* de la Chambre des Lords et la commission *Public Accounts* de la Chambre des communes ont toutes deux considéré que le gouvernement n'avait pas mis en place de plans concrets et réalisables pour atteindre [l'objectif de zéro émission nette carbone](#) d'ici 2050. Les Lords ont appelé à la création urgente d'un groupe de travail au sein du gouvernement, la « *transformation taskforce* », pour établir une feuille de route claire pour le développement et la mise en œuvre des politiques énergétiques, et propose d'évaluer à intervalles réguliers ses travaux. Les Lords ont également déclaré que le gouvernement devrait expliquer, en urgence, comment la transition vers le *net zero* sera financée, et enjoint celui-ci à revenir sur son opposition de financer par l'emprunt public les objectifs climatiques du Royaume-Uni. Les députés ont fait écho à cette conclusion, affirmant que le *Department for Business, Energy & Industrial Strategy (BEIS)* et le *Treasury* devraient produire des rapports annuels concernant l'adoption par les consommateurs de nouvelles technologies, telles que les pompes à chaleur ou les véhicules électriques, et étayer par des recherches les raisons des potentielles insuffisances de leur développement.



Environnement

Flash – [L'Assemblée d'Irlande du Nord](#) a voté la première loi climatique de son histoire, instituant un objectif de zéro émission nette d'ici 2050.

Les agriculteurs se préparent à de nouvelles hausses de leurs coûts de production

[Les producteurs alimentaires britanniques](#) sont confrontés à une flambée des prix des engrais, des aliments pour animaux et du CO₂, qui est utilisé pour la conservation et l'abattage du bétail et de la volaille, car la guerre en Ukraine perturbe les exportations depuis la Russie et l'Ukraine et augmente les coûts de production. S'agissant des engrais, les prix du nitrate d'ammonium ont atteint 1 000 £ la tonne, contre environ 650 £ la semaine dernière, poussés par une flambée du prix du gaz – clé du processus de production – et par des achats de panique d'agriculteurs craignant que le prix n'augmente encore dans les semaines à venir. Le principal syndicat agricole, la [National Farmers' Union](#) indique que la baisse de l'offre en fertilisants pourrait entraîner une baisse de la production.

Industrie

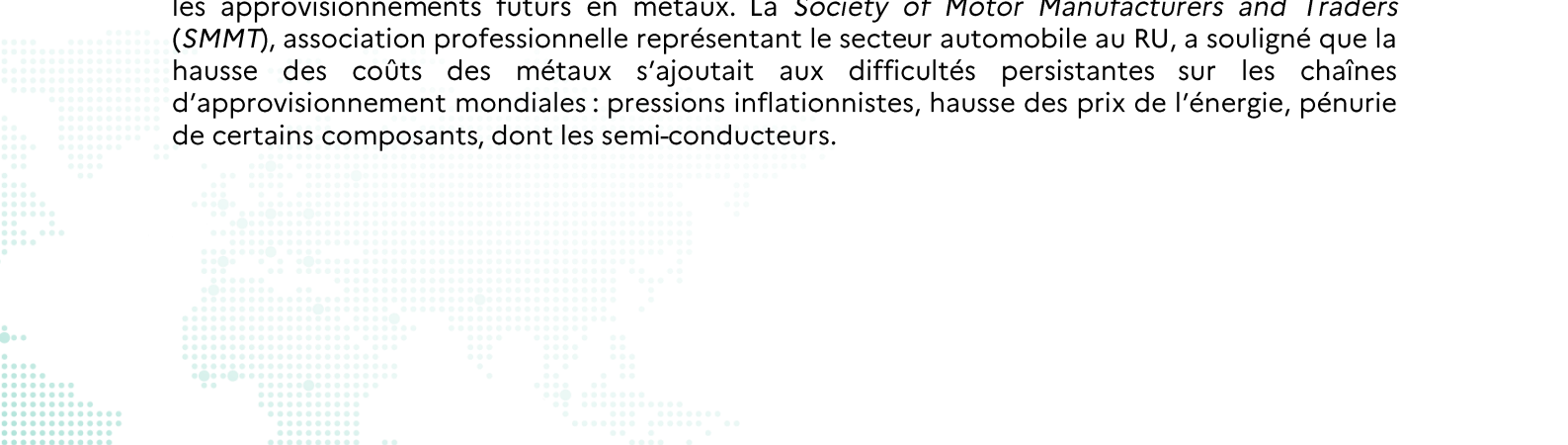
Flash – Le gouvernement britannique lance un nouveau programme de [prêts](#), d'un montant total de 150 M£, à destination des petites et moyennes entreprises «innovantes», afin de financer les dernières étapes de leur recherche et développement en amont de la commercialisation de leurs produits.

Flash – Les [autorités fiscales](#) britanniques ont retiré leurs demandes de liquidation de quatre sociétés du groupe *Liberty Steel*, après la conclusion d'un accord avec Sanjeev Gupta, le PDG de *GFG Alliance*.

Flash – L'[usine](#) *BMW* près d'Oxford, qui avait annoncé l'arrêt de sa production du 7 au 11 mars en raison d'une pénurie de composants importés depuis l'Ukraine, doit finalement suspendre sa production jusqu'au 18 mars.

Les producteurs automobiles britanniques font face à des difficultés d'approvisionnement en métaux

Mardi, le *London Metal Stock Exchange (LME)* a suspendu pour la journée la cotation du nickel, après que la tonne de [nickel](#) a atteint un niveau record de 100 000 \$ (90 715 €). Il s'agit d'un quadruplement par rapport à la semaine dernière, marquée par l'invasion de l'Ukraine et la mise en œuvre de sanctions économiques contre la Russie. Ce pays fournit environ 10 % du nickel mondial, un métal utilisé notamment dans la production des batteries des véhicules électriques. Les prix de l'aluminium, utilisé dans la carrosserie, et le palladium, utilisé dans les convertisseurs catalytiques, ont également atteint des niveaux records en raison des incertitudes pesant sur les approvisionnements futurs en métaux. La *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*, association professionnelle représentant le secteur automobile au RU, a souligné que la hausse des coûts des métaux s'ajoutait aux difficultés persistantes sur les chaînes d'approvisionnement mondiales : pressions inflationnistes, hausse des prix de l'énergie, pénurie de certains composants, dont les semi-conducteurs.



Le Premier ministre présente un investissement sur trente ans pour développer l'industrie de la construction navale en régions

Boris Johnson a fait cette annonce à l'occasion de la visite d'un chantier naval dans la région de Merseyside jeudi 10 mars. Le secteur de la [construction navale](#) au RU représente 42 600 emplois et contribue à l'économie britannique à hauteur de 2,8 Md£. Le plan d'investissement de 4 Md£ annoncé par le gouvernement vise à soutenir les constructeurs et fournisseurs nationaux avec l'objectif de livrer aux administrations publiques britanniques plus de 150 nouveaux navires militaires et civils au cours des 30 prochaines années. Cette annonce intervient en même temps que la publication, par le ministère de la défense, d'une version actualisée de sa [National Shipbuilding Strategy \(Nsbs\)](#) qui précise comment le gouvernement prévoit d'accompagner la croissance du secteur. Cette stratégie prévoit notamment la création d'une *UK Shipbuilding Skills Taskforce*, en partenariat avec le ministère de l'Education (*DfE*), ainsi qu'un investissement de 206 M£ de la part du ministère des Transports (*DfT*) dans le *UK Shipping Office for Reducing Emissions (UK-SHORE)* afin de financer le développement de navires et technologies maritimes « verts ».

Une loi pourrait contraindre les constructeurs britanniques à financer la rénovation des bâtiments construits avec des revêtements inflammables (*cladding*)

Le gouvernement estime à 4 Md£ le coût des [travaux](#) nécessaires pour les bâtiments résidentiels dont la hauteur est comprise entre 11 et 18 mètres. Le mois dernier, la *Home Builders Federation (HBF)*, a proposé un compromis dans lequel le secteur financerait les travaux pour les bâtiments construits par les entreprises britanniques depuis les années 2000. La *HBF* ne financerait cependant que les travaux permettant de résoudre les « problèmes critiques liés à la sécurité incendie » pour un coût total estimé à 1 Md£. Cette proposition n'a pas convaincu le ministre en charge du logement, Michael Gove, qui souhaite que le secteur prenne en charge l'intégralité du coût des travaux pour les bâtiments construits depuis 1992, y compris ceux construits par des entreprises étrangères. Dans une lettre adressée aux constructeurs britanniques cette semaine, le ministre prévient que si un accord n'est pas trouvé d'ici la fin du mois de mars, il utilisera le projet de loi *Building Safety Bill*, pour leur imposer une « solution par la loi ». L'[incendie](#) à Londres, cette semaine, d'un bâtiment résidentiel et de bureaux de 21 étages, dont les balcons comportaient des matériaux inflammables, a rappelé l'urgence attachée à la résolution des problèmes de sécurité incendie.



Transport

Flash – La compagnie de [bus](#) écossaise *Stagecoach* a accepté une offre de rachat de 595 M£ de la part du gestionnaire d'actifs allemand *DWS Infrastructure*. Ce rachat met fin au projet de *National Express* de former avec *Stagecoach* un opérateur unique afin de créer un géant britannique du transport par bus.

Flash – L'accident ferroviaire de [Stonehaven](#) (Ecosse), en août 2020, a été causé par un système de drainage mal construit par l'entreprise *Carillion* et non contrôlé par *Network Rail*, en charge de l'infrastructure ferroviaire britannique, selon les résultats de l'enquête. Cet accident avait provoqué la mort de trois personnes, en faisant l'accident ferroviaire le plus mortel au RU depuis 18 ans.

Flash – Le Gouvernement lance une consultation sur une possible prolongation de l'assouplissement des règles de [cabotage routier](#). Cet assouplissement, en vigueur jusqu'au 30 avril 2022, fait partie d'un ensemble de mesures prises à l'automne 2021 pour faire face à la pénurie de conducteurs de poids lourds au RU.

Flash – 67 % des conducteurs britanniques seraient prêts à acheter une [voiture électrique](#) et à ne plus utiliser de voitures essence ou diesel selon un sondage *YouGov* commandé par le fabricant de pneus *Bridgestone* et réalisé auprès de 2 000 personnes.

Flash – Les prix des [carburants](#) ont atteint de nouveaux records au RU à 152,95 *pences*/litre (environ 1,84 €/l) en moyenne pour l'essence et 158,56 *p/l* (1,91 €/l) pour le diesel.

Flash – L'aéroport de [Gatwick](#) (près de Londres) espère accueillir plus de 30 millions de passagers en 2022, et opérer à 85 % de sa capacité cet été, grâce à l'allègement des restrictions des déplacements internationaux et au retour, dès fin mars, de règles plus exigeantes concernant l'utilisation des créneaux aéroportuaires. Au moins 70 % des créneaux devront être utilisés pour que les compagnies puissent les conserver, contre 50 % actuellement et 80 % avant la pandémie.

Le RU prend de nouvelles sanctions envers la Russie dans le domaine aérien

Le RU interdit depuis fin février aux avions russes ou soupçonnés de liens avec la Russie de survoler son espace aérien. De nouvelles [sanctions](#) ont été annoncées par le ministre des Transports Grant Shapps et la ministre des Affaires étrangères Liz Truss : les aéronefs russes pourront être immobilisés au sol et l'Autorité de l'aviation civile (CAA) pourra les retirer du registre britannique des aéronefs. Les nouvelles sanctions interdisent également les exportations vers la Russie des biens et technologies liés à l'aviation et à l'espace, y compris les services connexes tels que les services d'assurance et de réassurance. La violation du régime de sanctions constitue une infraction pénale (*criminal offence*) susceptible d'une peine d'emprisonnement et/ou d'une amende. Un premier avion soupçonné d'être lié à un oligarque russe, immatriculé au Luxembourg, a été [immobilisé](#) au sol mercredi 9 mars.

Les ports britanniques demandent davantage d'accompagnement pour appliquer les sanctions contre les navires russes ou soupçonnés de liens avec la Russie

La semaine dernière, le ministre des Transports Grant Shapps a adressé une lettre aux [ports](#) britanniques pour qu'ils interdisent aux navires russes ou soupçonnés de liens avec la Russie d'accoster au RU. La *British Ports Association (BPA)* a cependant critiqué le Gouvernement pour n'avoir pas fourni une liste précise des navires visés par ces sanctions, un engagement qu'avait pourtant pris le ministre. Selon le secteur, au niveau mondial près de 400 navires en lien avec la Russie effectueraient des trajets internationaux, mais seuls 60 % battraient pavillon russe. Les opérateurs craignent de laisser accoster un navire soumis aux sanctions, s'exposant ainsi à des poursuites pénales, ou de refuser l'accostage à un navire non visé par les sanctions, ce qui les exposerait à un litige contractuel. Le ministère des Transports (*DfT*) a toutefois précisé dans un communiqué que « les informations commerciales » dont disposent les ports font qu'ils « sont les mieux placés pour évaluer chaque cas individuel ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international